

Encore du terrain à déblayer...

Malgré les dossiers chauds en suspens, la France veut être optimiste.

Les patrons européens inquiets

Le Medef a invité ses homologues de l'UE.

Quand la France préside, toute la France reçoit. Le Medef a donc accueilli jeudi et vendredi le conseil des présidents de l'Unice, l'Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe, son équivalent dans l'UE. Ernest-Antoine Seillière a vu grand en recevant ses homologues au Trianon de Versailles, puis dans Paris. Les patrons n'ont pas fait que diner. Ils ont aussi dit leur crainte d'un échec de la réforme des institutions communautaires. En ce cas, explique Georges Jacobs, président (belge) de l'Unice, on ira «vers des coopérations renforcées entre des groupes d'Etats membres, éventuellement en dehors des traités. Un scénario qui pourrait aboutir à entraver les échanges ou créer des distorsions de concurrence». En quelque sorte, les patrons rappellent que l'Europe c'est d'abord un marché commun...

Ces gardiens de l'intégration européenne sont beaucoup plus frileux lorsqu'il s'agit d'évoquer l'abandon du droit de veto. C'est «oui», lorsqu'il s'agit de «certains domaines importants pour les entreprises, notamment les négociations et accords internationaux sur les services, les droits de propriété intellectuelle et l'investissement», «oui mais» pour les questions fiscales et carrément «non» en matière sociale. Car le social, explique Georges Jacobs, «est délicat [...] Ce n'est pas avant longtemps qu'on pourra légiférer en Europe à la majorité qualifiée», promet-il. D'ailleurs, sur ces questions, mieux vaut ne pas trop en faire, et le président de l'Unice se «réjouit» que «l'agenda social [bouclé mardi par Elisabeth Guigou, ndr] ait été édulcoré». On comprendra donc que les 34 fédérations qui composent l'Unice voient d'un mauvais œil la Charte des droits fondamentaux. «Elle contient des ambiguïtés dans l'énoncé de certains droits économiques et sociaux», regrettent-elles. Avant de mettre en garde contre son inclusion dans les traités, ce qui la rendrait juridiquement contraignante. Comme le dit Georges Jacobs, «il ne faut pas imposer des contraintes supplémentaires dans un monde qui demande plus de souplesse et de flexibilité». ● HERVÉ NATHAN

que lui dira Gerhard Schröder, lors de l'ultime arrêt de la caravane présidentielle ce samedi à Hanovre? Le chancelier aura sous la main un sondage publié vendredi, dans lequel 56 % des Allemands souhaitent que leur pays pèse plus lourd dans une Europe élargie... ●

NATHALIE DUBOIS

Chirac en marathon spectacle

Le chef de l'Etat achève sa tournée des capitales.



Jacques Chirac et Tony Blair, jeudi, dans un pub d'Aycliffe Village, fief électoral du Britannique.

me leur tête-à-tête, dans le hall de l'aéroport de Teeside. Moyen d'éviter les questions qui fâchent à la sortie des entretiens, dans un pays où les europhobes sont légion et les tabloïds peu portés sur les mangeurs de grenouilles. Avec son éternel sourire, Tony Blair a assuré qu'il n'y aurait pas de beef au dîner mais de l'agneau. Affable, le chef de l'Etat français a assuré: «Je n'ai pas refusé de manger du bœuf britannique», avant d'embrayer sur la nécessité pour l'Europe de trouver des réponses globales à cette crise. Mais pas question d'aborder un autre sujet. Notamment l'inversion du calendrier électoral ou les relations avec Jospin. Sauf au détour d'une phrase quand il s'agit des manifestations syndicales

programmées à Nice: «Ça, c'est pas mon problème, c'est celui du gouvernement.»

Spectacle. Outre la prouesse physique, ce marathon européen, le premier réalisé par un chef d'Etat français, aura permis de mesurer l'inventivité de Chirac et son goût du théâtre. Si l'on excepte la glaciale escale viennoise, le Président a partout assené des compliments à ses hôtes en les personnalisant au maximum. Mardi à Stockholm, l'une des étapes délicates où la presse, la veille, l'avait durement attaqué, il a vanté les meubles Ikea qui, depuis quatre, cinq ans selon lui, vingt ans en réalité, font un malheur chez les jeunes ménages français, ainsi que les magasins H & M qui habillent les teen-agers. A ses côtés, le Premier ministre suédois a souri de plaisir sans pour autant plier.

Le marathon-spectacle n'eut finalement qu'un raté, mardi soir à Vienne. Grave et fermé, Chirac a rappelé l'inquiétude suscitée par l'appartenance du parti d'extrême droite FPÖ à la coalition au pouvoir. L'habile chancelier Wolfgang Schüssel s'en est tiré par une pirouette: tout comme Chirac est venu écouter nos craintes, a-t-il dit, «j'écoute aussi les craintes suscitées par l'Autriche. Nous allons y trouver une réponse». Mais Schüssel s'est gardé de toute précision ●

GILLES BRESSON et VÉRONIQUE SOULÉ

Son passage à Vienne, Dublin, Stockholm ou Lisbonne a montré à Chirac qu'un front des «petits» pays, qu'il avait cherché à déstabiliser au sommet de Biarritz en les mettant devant la responsabilité d'un échec de l'élargissement, résiste encore à l'idée de ne plus avoir demain de commissaire à

Bruxelles. Le chef de l'Etat français ne montre, de son côté, aucun signe de fléchissement sur la repondération des voix. «Pled d'égalité». A Madrid, où José Maria Aznar espérait mercredi le convaincre de la nécessité d'octroyer à l'Allemagne plus peuplée davantage de voix que la France, Chirac est resté

droit dans ses bottes: au nom du «pacte fondateur» scellé «sur un pied d'égalité» entre de Gaulle et Adenauer, il est contre «ce qu'on appelle un décrochage» entre les deux pays. Et, à l'escale portugaise, il assurait que, «le moment venu, cette question ne posera pas de problème [entre Paris et Berlin]». Est-ce bien ce

DAN CHUNG - REUTERS

Vingt-trois mille kilomètres en dix jours. Pas le moindre morceau de beef au menu. Jacques Chirac termine ce samedi par La Haye et Hanovre sa tournée des quatorze pays européens avant le sommet de Nice. Une tournée au pas de charge sur fond de sécurité alimentaire, qui semble doper le président français aussi bien qu'une tournée électorale. Un bonheur à lui faire oublier la fatigue et son âge: 68 ans, que le chef du gouvernement espagnol José Maria Aznar n'a pas manqué de lui fêter mercredi soir à Madrid avec gâteau d'anniversaire et cadeau. «Il m'a offert un très joli stylo pour que je puisse signer à Nice. C'est un acte de foi et d'espérance», a déclaré Chirac sans le moindre signe de faiblesse, contrairement à son entourage. Sauf un, en début de tournée. Lundi à Helsinki, il ironisait sur le fait que «le jour n'était pas venu» où le Luxembourg accepterait une harmonisation fiscale, alors que ce pays venait d'y souscrire. Un moment d'absence, puisqu'il avait eu en mains, un peu plus tôt, les dépêches annonçant que Laurent Fabius venait d'arracher un accord aux quatorze autres ministres de l'Economie et des Finances. Vieil atavisme, Chirac n'oublie pas de serfer les mains. Avant son départ de Lisbonne, jeudi matin, il a passé en revue les moutards qui l'ont escorté jusqu'au pied de

l'avion. Il a même accepté de poser avec eux pour une photo.

Blagues. Promet-il autant qu'en campagne? «C'est un grand menteur mais, là, il suffit que ses homologues se donnent un coup de fil», reconnaît l'un de ses proches. A Rome vendredi, il s'est fait prendre la main dans le sac. A la question d'un journaliste: «Avez-vous parlé du tunnel du Mont-Blanc?», l'Italien Giuliano Amato fait non de la tête et Chirac: «Oui, bien sûr!»

Mais, le plus souvent, il s'en sort par un festival de langue de bois. Pour la faire passer, il l'agrément de petits mots, de blagues qui feront ensuite la joie des télés et des radios. Sur la vache folle, Chirac s'est surpassé. A Dublin, jeudi soir, il a assuré le Premier ministre irlandais, Bertie Ahern, de l'appui de la France «aux éleveurs fermiers irlandais dans la difficulté» avant d'ajouter: «Ce sont des excellents éleveurs, surtout quand c'est du charolais qu'ils élèvent.» Jacques Chirac

Quelques heures plus tard, il a fait une fleur à Tony Blair en acceptant d'aller dîner dans un pub de son fief électoral. Tous jours pour être agréable à Blair, il accepte de tenir la conférence de presse avant mé-

Les noires prophéties de Romano Prodi, le président de la Commission européenne, qui évaluait jeudi à «plus de 50 %» le risque d'un échec au sommet de Nice, ont fortement agacé la présidence française de l'Union. «J'espère que nous allons lui réserver une bonne surprise», a rétorqué à distance Jacques Chirac, qui sortait d'un entretien à Dublin avec le Premier ministre irlandais. La France insiste sur les succès engrangés dans nombre de dossiers touchant à la vie quotidienne des Européens: sécurité alimentaire, sécurité maritime, défense, agenda social, fiscalité de l'épargne. Un pas «très important» sera fait à Nice «en direction de la solution des problèmes de nos concitoyens européens», s'est félicité le président vendredi à Rome.

Certes, le gros morceau du sommet – la réforme des institutions de l'UE – reste à peu près entièrement à régler, mais Chirac, en vieux routier des conseils européens, connaît la musique. Conscient que «personne ne veut dévoiler ses batteries jusqu'au dernier moment», le chef de l'Etat mise sur un accord de la 25^e heure. Le sommet, censé au départ se clore le samedi 9, durera au moins jusqu'au dimanche midi, a-t-il déjà annoncé.

«Lignes rouges». Sa tournée des capitales (lire ci-contre) a en effet démontré, si besoin en était, que 24 heures supplémentaires ne seraient pas de trop pour dénouer tous les «points durs». Tony Blair, comme d'ailleurs chacun de ses homologues, a profité de son tête-à-tête avec Chirac pour bien marquer «les lignes rouges» que son pays ne franchirait pas. Cela n'empêche pas le Président d'espérer que les Quinze trouveront «la grande voie verte, qui passe entre les lignes rouges».

Les ministres des Affaires européennes se voient une dernière fois ce dimanche à Bruxelles pour tenter de déblayer encore un peu de terrain. Mais le premier projet de traité que Paris a mis vendredi sur la table se borne à des pages... blanches sur les points les plus litigieux: la repondération des voix et la taille future de la Commission, deux énormes enjeux de pouvoir qui ne se régleront que si le courant passe, dans la nuit du 9 au 10, entre les chefs d'Etat et de gouvernement.